

POINT DE VUE ÉCONOMIQUE

Perspectives économiques provinciales de Desjardins

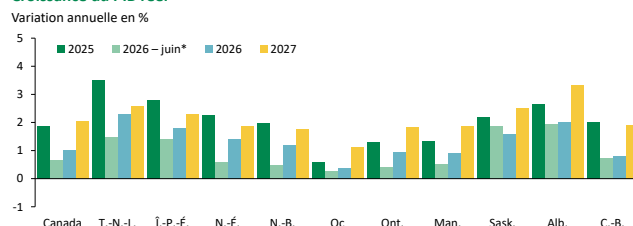
Les provinces canadiennes s'en sortent mieux que prévu, mais la résilience est inégale

Par Laura Gu, économiste senior

FAITS SAILLANTS

- ▶ La performance économique canadienne masque un profond écart entre les régions. Les données récentes montrent une résilience supérieure à nos attentes. Les exportations d'automobiles se sont redressées et ont profité de l'élan des secteurs de l'énergie et des mines jusqu'au milieu de l'année, tandis que la plupart des autres secteurs exposés aux droits de douane se sont stabilisés. La vigueur de l'embauche tout au long de l'été a permis de contenir le chômage dans la plupart des provinces, et les ventes au détail ont gagné en dynamisme, même en excluant l'essence.
- ▶ Cette vigueur semble concentrée, l'Alberta arrivant en tête tant pour les emplois que pour les dépenses de consommation, tandis que le Québec est à la traîne pour les emplois, et la Colombie-Britannique, pour les deux. L'Ontario a surpris positivement, réduisant l'écart de croissance qui le séparait du reste du pays.
- ▶ La croissance devrait ralentir au cours de la seconde moitié de l'année. La liste révisée des tarifs douaniers en vertu de l'article 338 frappe plus durement l'Ontario, le Québec, la Colombie-Britannique et la Nouvelle-Écosse, tandis que les contre-tarifs proposés par le Canada pèseraient plus lourdement sur les Prairies et l'Ontario.
- ▶ Les investissements des entreprises devraient soutenir la relance, mais le bassin de projets favorise les régions riches en ressources naturelles. Les investissements non résidentiels réels ont augmenté dans toutes les provinces au cours du premier semestre de 2026, sous l'impulsion de la Colombie-Britannique et du Canada atlantique. Comme les grands projets présentés au Sommet canadien de l'investissement sont fortement axés sur les secteurs des mines, de l'énergie et du gaz naturel liquéfié (GNL), les gains d'investissement les plus importants à moyen terme devraient favoriser la Colombie-Britannique, l'Alberta et les provinces de l'Atlantique.
- ▶ La vigueur récente des activités a entraîné une révision à la hausse de nos prévisions, et un rebond stimulé par l'investissement est attendu l'année prochaine. Nous avons relevé nos prévisions de croissance pour 2026 et pour 2027 par rapport à nos perspectives provinciales de juin, mais le portrait régional demeure inégal (graphique 1). On s'attend à un regain de croissance dans toutes les provinces l'année prochaine grâce à la reprise des investissements, l'Alberta et la Colombie-Britannique devant connaître l'accélération la plus marquée.

Graphique 1
Le relèvement des prévisions du PIB national masque un profond écart entre les provinces
Croissance du PIB réel



* Prévisions tirées des perspectives économiques provinciales de Desjardins publiées le 8 juin 2026.
Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

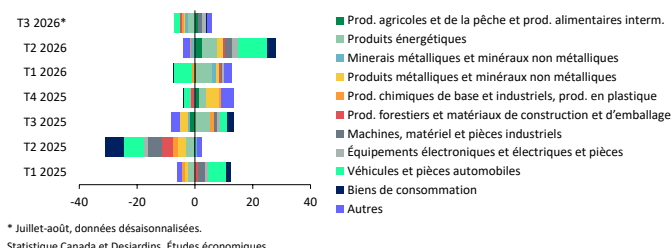
- Pour l'instant, le ralentissement démographique est moins prononcé que ce que l'on croyait. Les plus récentes révisions montrent un recul beaucoup moins marqué du nombre de résidents non permanents comparativement à nos premières estimations. Par conséquent, l'immigration a permis à la population de l'Ontario, du Québec et de la Colombie-Britannique de continuer à croître au lieu de diminuer. L'atteinte de la cible de 5 % d'Ottawa d'ici 2027 nécessiterait désormais une baisse de la population dans la plupart des provinces, mais nous considérons qu'il est peu probable que cet objectif soit atteint.
- La montée des prix de l'énergie a contribué à une inflation plus élevée, mais à des degrés variables selon les provinces. Les écarts entre les provinces devraient s'atténuer en 2027 à mesure que l'inflation ralentira graduellement.

Les exportations se sont stabilisées, mais les vents contraires demeurent prononcés et inégaux

Le secteur canadien des exportations a mieux résisté que ne le craignaient bon nombre d'observateurs au début de la guerre commerciale. Les exportations d'automobiles ont fortement rebondi au deuxième trimestre de 2026, et la machinerie, l'électronique et les biens de consommation ont cessé de reculer (graphique 2). Les premières données du troisième trimestre pointent davantage vers une stabilisation que vers une nouvelle détérioration. La plupart des secteurs exposés aux droits de douane demeurent en deçà de leurs niveaux d'avant les perturbations, mais le pire de l'ajustement semble désormais derrière nous.

Graphique 2 Les exportations exposées aux droits de douane commencent à montrer des signes de stabilisation Exportations totales, volume

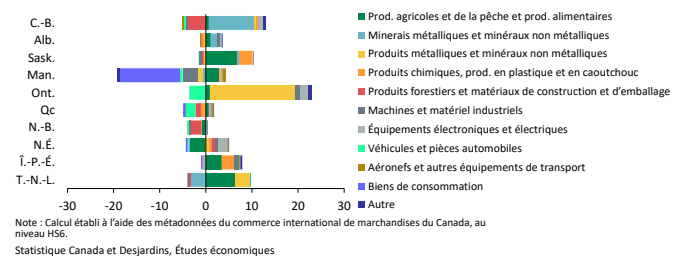
Var. trim. annualisée (%), données désaisonnalisées



La situation varie toutefois considérablement d'une région à l'autre. Le maintien des prix élevés du pétrole, dans le contexte du conflit actuel au Moyen-Orient, a fait grimper la valeur des exportations de l'Alberta, de la Saskatchewan et de Terre-Neuve-et-Labrador. Si l'on exclut l'énergie, le portrait provincial reflète essentiellement le degré d'exposition aux tarifs sectoriels imposés par les États-Unis (graphique 3). Le Manitoba a enregistré le recul le plus marqué, en raison principalement des biens de consommation et de la machinerie agricole. Les exportations d'automobiles de l'Ontario demeurent bien en dessous des niveaux de 2024. Les produits forestiers continuent de peser sur la Colombie-Britannique et le Nouveau-Brunswick en raison de l'augmentation des droits américains sur le bois

Graphique 3 Les exportations des secteurs exposés aux droits de douane n'ont pas retrouvé leurs niveaux d'avant les perturbations Total des exportations de marchandises, excluant l'énergie (nominal)

Variation en %, 2024-2026 (cumul à ce jour)



d'œuvre de résineux. Le Québec a absorbé des pertes réparties entre le secteur automobile, la foresterie et d'autres produits manufacturés.

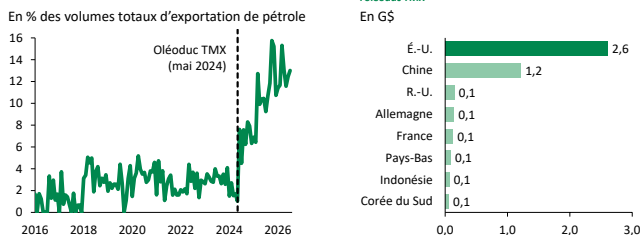
Certains secteurs vigoureux ont soutenu les chiffres globaux, mais il faut les interpréter avec prudence. L'envolée des exportations d'or a stimulé la catégorie des métaux et minerais de l'Ontario, compensant largement la faiblesse observée dans les secteurs de l'acier et de l'aluminium. Dans l'Ouest, les exportations de cuivre et d'autres minerais de la Colombie-Britannique, ainsi que les exportations de produits agroalimentaires et chimiques de la Saskatchewan, ont aidé à compenser les pertes ailleurs.

La diversification des exportations progresse dans les secteurs de l'énergie et des mines, mais plus lentement ailleurs. Le secteur pétrolier est celui qui affiche les progrès les plus visibles. Depuis la mise en service de l'oléoduc Trans Mountain (TMX) au début de 2024, la part des exportations de pétrole vers des marchés autres que les États-Unis est passée de quelques points de pourcentage à bien plus que 10 % (graphique 4 à la page 3). Cette progression ne s'est pas faite au détriment du marché américain : les exportations de pétrole vers les États-Unis ont également progressé, la Chine représentant la majeure partie des gains sur les autres marchés. Le secteur minier a joué un rôle similaire en Ontario, où les expéditions d'or vers le Royaume-Uni ont augmenté la part des exportations hors États-Unis. Si l'on exclut l'or, la performance des exportations de la province semble beaucoup plus modeste.

Graphique 4

La part des exportations de pétrole destinées aux États-Unis diminue malgré la hausse des exportations vers ce pays

Part des exportations de pétrole vers des marchés autres que les États-Unis. Variation des exportations de pétrole depuis la mise en service de l'oléoduc TMX.



Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

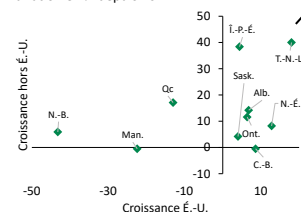
Outre les secteurs de l'énergie et des mines, les progrès en matière de diversification des exportations ont été lents, et la voie à suivre semble différente dans chaque province (graphique 5). L'Alberta a réalisé des gains plus solides, avec une croissance des exportations non énergétiques tant vers les États-Unis que vers d'autres marchés. La Saskatchewan était déjà bien diversifiée, car la majeure partie de ses exportations autres que dans les secteurs de l'énergie et des mines était destinée à des marchés hors des États-Unis, grâce à son commerce de produits agroalimentaires et d'engrais avec l'Asie et d'autres marchés. Au Manitoba, la part des exportations destinées à des marchés non américains a augmenté, mais principalement parce que les exportations vers les États-Unis ont diminué, et non en raison d'une croissance marquée des ventes vers d'autres marchés. Le Québec a enregistré une croissance sur les marchés autres que les États-Unis malgré une baisse des exportations vers ce marché. Quant à l'Île-du-Prince-Édouard et à Terre-Neuve-et-Labrador, elles ont enregistré des gains importants dans les exportations hors États-Unis. Toutefois, leur base d'exportation étant relativement modeste, quelques expéditions importantes peuvent faire varier considérablement les résultats. En Colombie-Britannique, en Ontario et en Nouvelle-Écosse, la part des exportations destinées à des marchés hors États-Unis a à peine changé.

Graphique 5

La diversification n'est pas une solution universelle

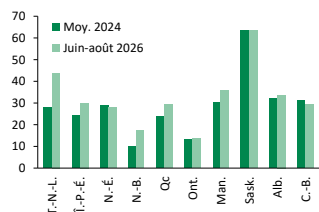
Exportations hors États-Unis, excluant l'énergie et les mines

Variation en % depuis 2024



Part des exportations hors États-Unis, excluant l'énergie et les mines

En %



Statistique Canada, U.S. International Trade Commission et Desjardins, Études économiques

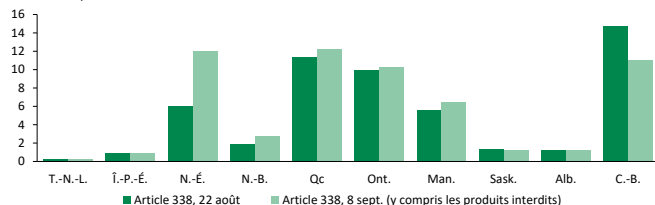
Les [tarifs douaniers imposés en vertu de l'article 338](#) ont modifié la répartition de l'exposition des provinces aux droits de douane à l'importation des États-Unis. La dernière série de tarifs douaniers américains en vertu de cet article est entrée en vigueur le 22 août dernier, ajoutant une nouvelle source de risque pour la croissance, l'Ontario, le Québec, la Colombie-Britannique et la Nouvelle-Écosse étant les provinces les plus exposées (graphique 6). Pour chacune d'elles, au moins 10 % des biens destinés aux États-Unis figurent sur la liste révisée. Les tarifs douaniers et les interdictions d'importation supplémentaires imposés par les États-Unis en septembre ont ensuite redistribué cette exposition entre les provinces. En Nouvelle-Écosse, l'exposition a à peu près doublé avec l'ajout de nouveaux produits à la liste, ce qui la place au même niveau que les grandes provinces du centre du pays. Les tarifs à l'importation moyens de la Colombie-Britannique ont diminué après le retrait de certains de ses produits, mais la province demeure l'une des plus exposées. Le Québec et l'Ontario ont enregistré de légères hausses, accentuant la pression sur les fabricants, qui doivent déjà composer avec des tarifs sectoriels. L'exposition demeure limitée dans les Prairies et dans le reste du Canada atlantique.

Graphique 6

L'Ontario, le Québec, la Colombie-Britannique et la Nouvelle-Écosse sont les plus exposés aux nouveaux tarifs douaniers des États-Unis

Part des exportations vers les États-Unis assujetties aux tarifs douaniers imposés en vertu de l'article 338*

En % des exportations totales



* Selon la valeur des exportations calculée au niveau HS6 de septembre 2025 à août 2026.

Statistique Canada, U.S. International Trade Commission et Desjardins, Études économiques

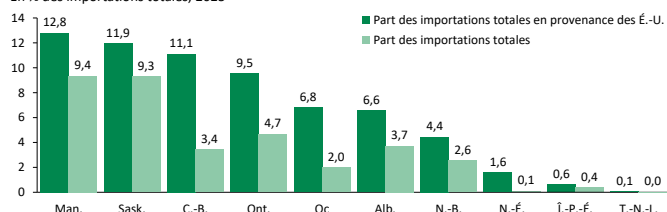
Les contre-tarifs frappent surtout l'Ouest, mais l'Ontario n'a pas été épargné (graphique 7). Les tarifs de représailles proposés par le Canada entraînent leurs propres coûts, qui sont principalement

Graphique 7

Les provinces de l'Ouest dépendent davantage des importations américaines ciblées par les contre-tarifs proposés

Part des importations américaines assujetties aux contre-tarifs proposés, par province

En % des importations totales, 2025



Gouvernement du Canada, Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

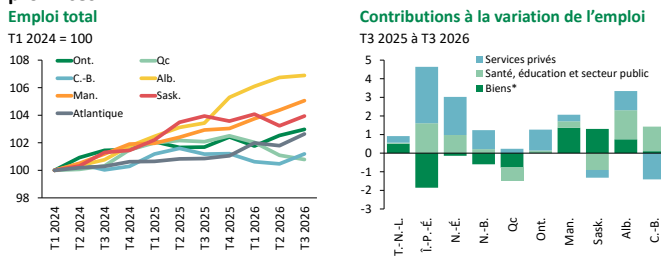
assumés par les importateurs et les consommateurs. Les provinces des Prairies sont les plus exposées. Plus d'un dollar sur dix des importations du Manitoba et de la Saskatchewan en provenance des États-Unis correspond à des produits ciblés, et la dépendance de ces provinces envers les fournisseurs américains laisse peu de solutions de rechange. L'exposition de la Colombie-Britannique aux importations américaines est similaire, mais la diversification de ses sources d'importation en réduit l'incidence globale. L'Ontario est également touchée en raison de son intégration étroite aux chaînes d'approvisionnement américaines, particulièrement dans le secteur automobile. Les contre-tarifs pourraient accroître les coûts des intrants pour les [fabricants](#), qui subissent déjà la pression des tarifs douaniers américains.

L'emploi et les dépenses résistent, mais les écarts régionaux se creusent

L'emploi a mieux résisté que ne le laissait présager le contexte commercial, progressant tout au long de l'été avant de reculer légèrement au cours des derniers mois. Derrière ce portrait d'ensemble, les trajectoires provinciales ont toutefois divergé. L'Alberta s'est nettement distinguée, avec une croissance de l'emploi bien supérieure à celle du reste du pays, soutenue par des gains de population importants et des embauches généralisées. Le Manitoba a enregistré des gains constants, tandis que la Saskatchewan a progressé de façon plus irrégulière. Après un début d'année 2026 difficile, l'Ontario a repris de l'élan, et le Canada atlantique a retrouvé son dynamisme après une année 2025 au ralenti. Le Québec fait figure d'exception : l'emploi a reculé pendant trois trimestres consécutifs et se situe désormais près de son niveau d'il y a deux ans. La Colombie-Britannique a également perdu du terrain vers la fin de 2025 et au début de 2026, avant de connaître un modeste rebond.

Les moteurs de la croissance de l'emploi varient selon les provinces (graphique 8). En Alberta, les gains proviennent des trois grands secteurs de l'économie : les biens, les services privés et le secteur public. Au Manitoba et en Saskatchewan, la

Graphique 8 L'ampleur et les moteurs de la croissance de l'emploi diffèrent selon les provinces

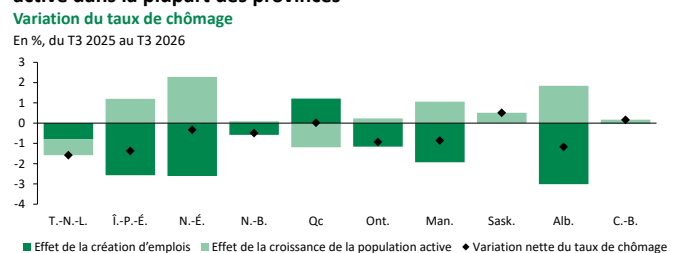


* Fabrication, ressources, agriculture, et services publics, construction.
Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

croissance a surtout été alimentée par les secteurs producteurs de biens, notamment la construction et les ressources. En Ontario, la création d'emplois provient presque entièrement des services privés. Au Québec, l'emploi a reculé tant dans le secteur des biens que dans le secteur public, et l'embauche dans les services privés n'a généré que peu d'emplois. En Colombie-Britannique, les gains enregistrés dans le secteur public ont été entièrement neutralisés par la faiblesse dans les services privés, particulièrement dans le commerce et la finance.

Au cours de la dernière année, la plupart des provinces ont réduit leur taux chômage grâce à la création d'emplois, et ce, même si leur population active a continué de croître, bien que l'on observe des poches de faiblesse (graphique 9). L'Alberta se distingue à cet égard : malgré l'un des taux de croissance de la population active les plus rapides au pays, le rythme des embauches a suivi et le taux de chômage a baissé. Au Québec, le taux de chômage est demeuré inchangé, mais uniquement parce que la population active s'est contractée presque autant que l'emploi. La Saskatchewan et la Colombie-Britannique ont été les seules provinces où le chômage a augmenté, car l'embauche a stagné alors que la population active a continué de croître.

Graphique 9 Le rythme des embauches surpasse la croissance de la population active dans la plupart des provinces



Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Nous prévoyons que les embauches ralentiront pour le reste de 2026 et en 2027. Les tarifs douaniers imposés en vertu de l'article 338 devraient surtout peser sur les emplois manufacturiers dans le centre du Canada, en Colombie-Britannique et en Nouvelle-Écosse, tandis que les contre-tarifs du Canada accentueront les pressions sur les coûts des fabricants. Le resserrement budgétaire des provinces devrait également limiter les embauches dans le secteur public, une importante source de création d'emplois dans les provinces maritimes. L'Alberta devrait continuer de mener la marche, bien qu'à un rythme plus modéré à mesure que la croissance démographique ralentira. Le Québec et la Colombie-Britannique devraient continuer d'accuser un retard par rapport à leurs pairs, mais une reprise économique plus généralisée et une accélération dans le secteur de la construction devraient contribuer à freiner

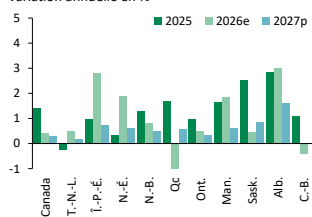
les pertes d'emplois. Un ralentissement de la croissance de la population active devrait empêcher le chômage d'augmenter brusquement (graphique 10).

Graphique 10

Le ralentissement de la croissance démographique stabilise le taux de chômage alors que les embauches s'essouffent

Croissance de l'emploi

Variation annuelle en %

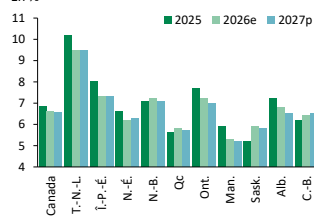


e : estimation; p : prévision

Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Taux de chômage

En %



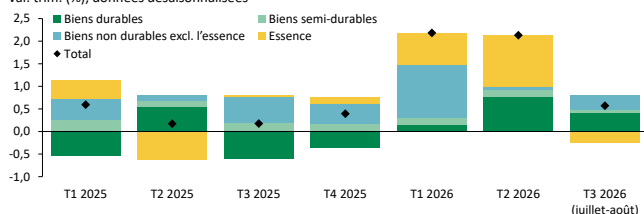
Les consommateurs ont également fait preuve de résilience. Les ventes au détail ont pris de l'élan en 2026, et cette progression ne s'explique pas uniquement par l'augmentation des prix à la pompe. Même en excluant l'essence, la croissance des ventes a nettement repris au cours du premier semestre après une année 2025 anémique (graphique 11). Les ventes de vêtements et d'autres biens semi-durables sont demeurées stables, tandis que les dépenses consacrées aux biens durables, comme les véhicules et les meubles, ont commencé à se redresser au deuxième trimestre après avoir reculé pendant la majeure partie de l'année dernière.

Graphique 11

Les ventes au détail progressent partout au pays...

Contribution à la croissance des ventes au détail

Var. trim. (%), données désaisonnalisées



Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

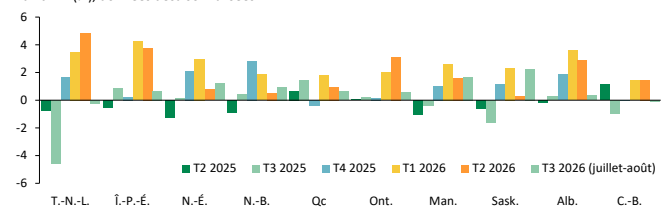
Comme dans le cas de l'emploi, la vigueur des ventes au détail varie considérablement d'une province à l'autre (graphique 12). L'Alberta est celle qui s'en tire le mieux, soutenue par une forte croissance de la population et de l'emploi. L'Ontario a agréablement surpris : les ventes se sont accélérées tout au long du printemps malgré l'exposition disproportionnée de la province aux tarifs douaniers. À l'inverse, la Colombie-Britannique est

Graphique 12

... mais certaines provinces perdent de leur élan

Ventes au détail

Var. trim. (%), données désaisonnalisées



Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

passée du rôle de chef de file à celui de retardataire, la croissance démographique plus faible et le ralentissement du marché de l'emploi pesant sur les dépenses. Les ventes ont également perdu de leur vigueur en Saskatchewan. Dans le Canada atlantique, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick ont connu un début solide, mais leur élan s'est essouffé au deuxième trimestre.

Les prix de l'énergie creusent les écarts d'inflation, qui devraient graduellement se résorber en 2027

L'inflation est repassée au-dessus de 3 % cette année, principalement sous l'effet du secteur de l'énergie. En septembre, les prix de l'essence étaient supérieurs de plus de 20 % à ceux observés un an plus tôt en raison du conflit au Moyen-Orient, tandis que l'inflation excluant l'énergie est demeurée proche de 2 % à l'échelle canadienne.

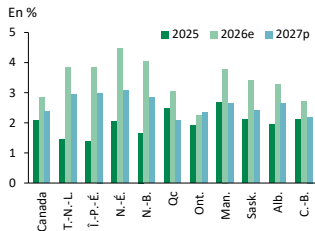
Le Canada atlantique a été le plus durement touché, l'inflation s'établissant entre 5 % et 6 % sur un an dans les Maritimes en septembre. Elle avoisinait 5 % à Terre-Neuve-et-Labrador. L'énergie représente une part plus importante des dépenses des ménages dans la région, de sorte que la hausse des prix du carburant a une incidence plus marquée. Si l'on exclut l'énergie, la plupart des provinces de l'Atlantique se situent seulement légèrement au-dessus du taux canadien, bien que la hausse des loyers en Nouvelle-Écosse laisse entrevoir des pressions plus généralisées. Les provinces des Prairies se situent dans une position intermédiaire, car l'énergie contribue moins à l'inflation dans cette région que dans l'Est du pays. Le Manitoba fait toutefois exception, car l'inflation y est bien supérieure au taux canadien en raison de pressions sous-jacentes généralisées sur les prix. Le centre du Canada et la Colombie-Britannique ont été mieux protégés. L'Ontario affiche l'inflation la plus faible au pays, car la stabilité des coûts du logement et le poids moindre de l'énergie ont contrebalancé la hausse des prix de l'essence.

L'inflation devrait ralentir dans la plupart des provinces en 2027, ce qui contribuera à réduire graduellement les écarts entre elles (graphique 13 à la page 6). Le Canada atlantique devrait se maintenir à près de 3 %, tandis qu'au Québec et en Colombie-Britannique, le taux devrait avoisiner 2 %. En

Graphique 13

Les écarts d'inflation entre les provinces devraient se resserrer en 2027, sans toutefois disparaître

Croissance de l'IPC, inflation totale



IPC : indice des prix à la consommation; e : estimation; p : prévision
Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

revanche, l'inflation en Ontario devrait légèrement augmenter à mesure que l'effet modérateur du logement s'estompera. Dans les Prairies, les contre-tarifs sur les importations des États-Unis pourraient maintenir des pressions à la hausse sur les prix de la machinerie, de l'équipement et d'autres biens.

La manne pétrolière gonfle les revenus des provinces, mais les gains sont concentrés et temporaires

Une croissance résiliente, les prix élevés de l'énergie et une inflation accrue stimulent les revenus des provinces, les gains les plus importants étant enregistrés dans celles qui produisent du pétrole. C'est d'ailleurs l'Alberta qui en a le plus bénéficié. Dans sa mise à jour du premier trimestre, la province est passée d'un déficit projeté de 9,4 G\$ à un excédent de 2,0 G\$ pour l'exercice 2027, et on prévoit maintenant que les revenus tirés des ressources seront supérieurs de 9,7 G\$ au budget. Cette mise à jour suppose que le prix du WTI (*West Texas Intermediate*) s'établira en moyenne à 73,50 \$ US le baril pour l'exercice financier, soit bien en deçà des prix récents, ce qui laisse entrevoir des recettes supplémentaires si les prix demeurent élevés. Le gain de la Saskatchewan est plus modeste. Les revenus tirés des ressources sont supérieurs d'environ 320 M\$ aux prévisions budgétaires, mais l'augmentation des dépenses liées à la santé et aux catastrophes a absorbé cet excédent, laissant le déficit pratiquement inchangé. Terre-Neuve-et-Labrador a établi son budget sur la base d'un prix du Brent de 79 \$ US le baril, une hypothèse moins prudente que celles de l'Alberta ou de la Saskatchewan. Elle dispose donc d'un potentiel de gain moindre, même si elle devrait tout de même bien s'en tirer.

De manière plus générale, l'inflation plus élevée soutient les recettes fiscales nominales dans toutes les provinces. Toutefois, cet effet pourrait s'estomper rapidement à mesure que la croissance des prix ralentira, alors que les pressions sur les dépenses publiques risquent d'être plus durables. Cette situation plaide en faveur d'une approche prudente en matière de planification budgétaire.

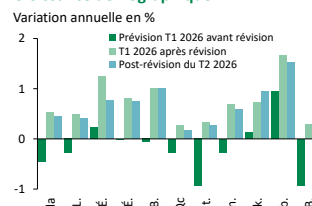
La population ne diminue pas, après tout

Les récentes révisions des données démographiques de Statistique Canada montrent que l'augmentation du nombre de résidents canadiens est supérieure à ce qui avait été estimé précédemment (graphique 14). Les nouvelles données sur les passages frontaliers et les prolongations de permis ont considérablement atténué la baisse estimée du nombre de résidents non permanents (RNP). L'Alberta a enregistré la croissance démographique la plus rapide au cours de la dernière année, suivie de la Saskatchewan et des autres provinces maritimes, soutenues à la fois par l'immigration et les gains migratoires interprovinciaux. L'Ontario, le Québec et la Colombie-Britannique ont subi les baisses les plus importantes en raison des sorties de RNP, mais l'immigration a permis à leurs populations de continuer à croître.

Graphique 14

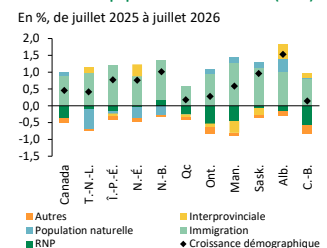
Les révisions des données démographiques révèlent une croissance plus forte que prévu

Croissance démographique



RNP : résidents non permanents
Note : La population annuelle est présentée au 1^{er} juillet.
Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Variation de la population selon la source (2026)

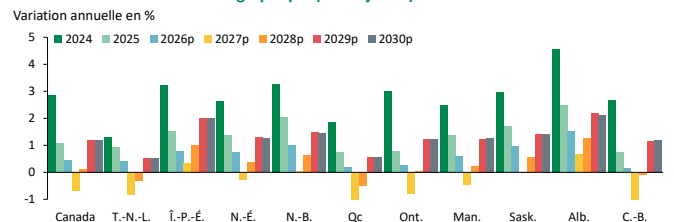


La cible fédérale visant à réduire la proportion de RNP à 5 % de la population d'ici octobre 2027 semble de plus en plus hors de portée. À la lumière des révisions, le nombre de RNP devrait diminuer d'environ 905 000 d'ici la fin de l'année prochaine, soit environ le double de l'estimation précédente. L'atteinte de cet objectif impliquerait un recul de la population dans la plupart des provinces en 2027 (graphique 15), le

Graphique 15

L'atteinte de la cible de 5 % fixée par le gouvernement implique un déclin démographique dans la plupart des provinces en 2027

Prévisions de croissance démographique (au 1^{er} juillet)



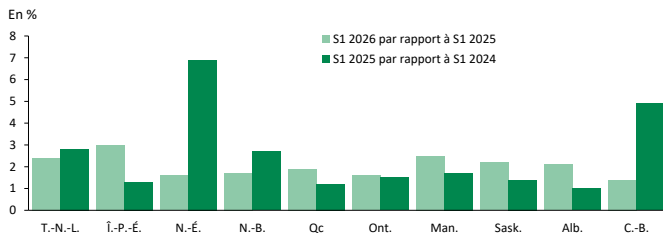
p : prévisions
Scénario illustratif supposant que l'objectif de ramener la proportion de RNP à 5 % de la population est atteint en 2027. Les prévisions démographiques pour toutes les provinces sont comparées au scénario de projection démographique M1 de Statistique Canada.
Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Québec, la Colombie-Britannique et l'Ontario enregistrant les réductions de population les plus importantes. Seules l'Alberta et l'Île-du-Prince-Édouard connaîtraient encore une croissance positive.

Des investissements résilients mais inégaux, et de grands projets à l'horizon

L'investissement non résidentiel a mieux résisté que ne le laisserait présager le contexte commercial, mais les gains ont été inégaux (graphique 16). Les données des comptes nationaux montrent que l'investissement réel a augmenté modestement dans toutes les provinces au cours du premier semestre de 2026. La Colombie-Britannique et le Canada atlantique ont mené la marche, avec une accélération de la croissance par rapport à l'an dernier, tandis que le reste du pays a connu un léger ralentissement. En Ontario, l'investissement a été stable et sans éclat, mais malgré tout meilleur que ne l'aurait laissé présager son exposition tarifaire.

Graphique 16
La stagnation de l'investissement des entreprises à l'échelle nationale masque d'importants écarts régionaux
Croissance des investissements non résidentiels*



S : semestre; * inclut les bâtiments non résidentiels, les travaux de génie, les machines et le matériel, ainsi que les produits de propriété intellectuelle.

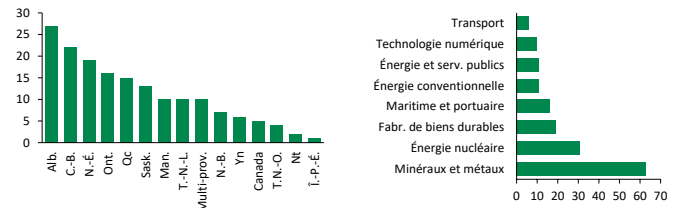
Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Nous prévoyons que cet élan se poursuivra en 2027 en raison des projets en cours dans les secteurs des ressources, de l'intelligence artificielle (IA) et des infrastructures publiques, qui continueront de soutenir l'investissement non résidentiel. Cela dit, ce sont surtout les grands projets qui devraient alimenter la croissance à moyen terme. Ottawa déploie également des efforts concertés pour attirer les capitaux privés (graphique 17). Lors du Sommet canadien de l'investissement, le gouvernement fédéral a présenté à certains des investisseurs les plus importants au monde 167 projets représentant environ 430 G\$ US d'investissements potentiels. Ce portefeuille mise largement sur les avantages naturels du Canada, le secteur minier et le secteur des minéraux critiques regroupant le plus grand nombre de projets. Les occasions varient toutefois considérablement d'une région à l'autre, allant des minéraux et du gaz naturel liquéfié en Colombie-Britannique à l'énergie et aux centres de données en Alberta, en passant par l'énergie propre et les infrastructures commerciales dans le Canada atlantique.

Graphique 17
Le secteur des ressources naturelles domine le portefeuille d'investissement du Canada

Nombre de projets par province

Nombre de projets par catégorie



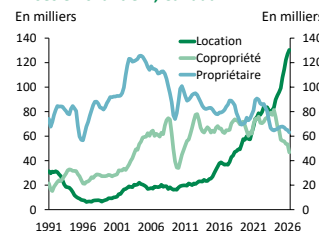
Prospectus du Sommet canadien de l'investissement et Desjardins, Études économiques

Les constructions locatives soutiennent l'activité sur le marché du logement, malgré des écarts régionaux persistants

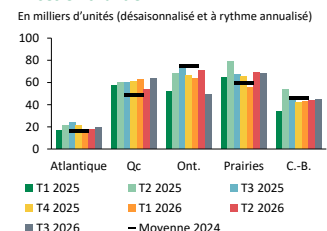
Les disparités régionales du marché de l'habitation persistent, même si les projets locatifs soutenus par les politiques publiques devraient contribuer à maintenir l'activité à l'échelle du pays à court terme (graphique 18). L'activité demeure robuste au Québec et dans les provinces des Prairies. Certaines régions des provinces maritimes perdent de la vigueur par rapport à l'an dernier, même si la construction reste élevée après une période de forte croissance. L'Ontario a montré des signes de stabilisation après deux années difficiles, mais une reprise plus généralisée tarde encore à se matérialiser. La Colombie-Britannique demeure un point faible, mais le dynamisme du développement locatif devrait soutenir l'activité à court terme.

Graphique 18
La construction résidentielle devrait demeurer soutenue grâce aux politiques favorisant la construction d'immeubles locatifs

Mises en chantier*, Canada



Mises en chantier



* Somme mobile sur quatre trimestres; désaisonné et à rythme annualisé.

Société canadienne d'hypothèques et de logement et Desjardins, Études économiques

COLOMBIE BRITANNIQUE**Les ressources naturelles et les grands projets soutiennent la croissance alors que la demande intérieure s'essouffle**

L'économie de la Colombie-Britannique perd de son élan. L'emploi a reculé vers la fin de 2025 et au début de 2026, avant de se redresser légèrement, les gains dans le secteur public étant contrebalancés par la faiblesse des services privés, particulièrement dans les secteurs du commerce et de la finance. Le taux de chômage a augmenté, car l'emploi n'a pas suivi le rythme de croissance de la population active. Les ventes au détail sont également passées de l'un des niveaux les plus élevés au pays à l'un des plus bas, ce qui concorde avec le ralentissement de la croissance démographique et l'affaiblissement du marché de l'emploi.

L'activité immobilière reste hésitante. Les mises en chantier et l'investissement résidentiel sont inférieurs à leurs sommets précédents, en raison notamment de la faiblesse du marché des copropriétés, qui pèse sur l'activité. La construction de logements locatifs devrait offrir un certain soutien, mais la diminution marquée du nombre de résidents non permanents et le ralentissement global de la croissance démographique limiteront la demande. Les données démographiques révisées montrent que la Colombie-Britannique a continué de croître plutôt que de se contracter, mais l'atteinte de la cible fédérale en ce qui concerne les résidents non permanents entraînerait vraisemblablement un déclin de la population en 2027.

Les exportations subissent des pressions, mais présentent quelques points positifs. Au moment où les droits de douane américains continuent de peser sur les exportations de produits forestiers, la Colombie-Britannique demeure l'une des provinces les plus exposées à la liste révisée des produits visés par l'article 338. Les exportations de cuivre et d'autres minerais ont toutefois largement compensé cette faiblesse, soutenant les exportations totales. La diversification en dehors des ressources naturelles a été limitée, et la part des exportations non liées aux matières premières destinées à des marchés autres que les États-Unis a peu changé. Les contre-tarifs du Canada visent une grande partie des importations de la province en provenance des États-Unis, mais la diversification accrue de ses importations devrait en atténuer l'effet global.

L'investissement est la principale source de résilience de la province. En 2026, la Colombie-Britannique a affiché la plus forte croissance des investissements non résidentiels réels au pays. La première phase du projet LNG Canada est passée du stade de la construction à celui de l'exploitation, mais les projets Woodfibre LNG et Cedar LNG sont toujours en cours de développement. Le secteur des ressources naturelles de la province dispose d'un vaste bassin de projets d'envergure. Celle-ci compte également la plus forte concentration de projets soumis au Bureau des grands projets du gouvernement

fédéral. La phase 2 du projet LNG Canada et le terminal GNL de Ksi Lisims constituent les piliers du bassin de projets énergétiques, auxquels s'ajoute l'agrandissement de la mine de cuivre et d'or Red Chris. La ligne de transport d'électricité de la côte nord soutiendrait le développement industriel, tandis que le terminal 2 de Roberts Bank augmenterait la capacité d'exportation. La province devrait également bénéficier du projet de construction de l'oléoduc Pacific Link.

Les perspectives à court terme demeurent fragiles, car la stagnation de la population, la faible croissance des dépenses des ménages et la faiblesse du secteur forestier pèsent sur la croissance. À moyen terme, toutefois, les projets de GNL, d'exploitation minière et de transport d'électricité pourraient faire de la Colombie-Britannique l'une des principales bénéficiaires de la relance de l'investissement au pays.

ALBERTA**Une vigueur généralisée qui laisse entrevoir un nouvel essor de l'investissement**

L'Alberta demeure l'économie provinciale la plus robuste selon les perspectives à court terme. La croissance de l'emploi a largement dépassé le rythme de l'ensemble du pays, soutenue à la fois par les secteurs producteurs de biens, les services privés et le secteur public. Malgré l'une des croissances les plus rapides de la population active au pays, les embauches ont suivi le rythme, permettant une baisse du taux de chômage. Les ventes au détail figurent également parmi les plus fortes au Canada, portées par la croissance démographique, la création d'emplois et l'augmentation des revenus attribuable au secteur énergétique.

Les exportations d'énergie demeurent le principal atout de la province. Les prix élevés du pétrole ont fait grimper la valeur des exportations et les revenus, et l'agrandissement du réseau Trans Mountain a amélioré l'accès aux marchés autres que les États-Unis. Il est important de noter que la diversification ne s'est pas faite au détriment du marché américain : la valeur des exportations a augmenté à la fois vers les États-Unis et vers les marchés étrangers. Les exportations autres que dans les secteurs de l'énergie vers les deux marchés ont également progressé. L'exposition directe aux nouveaux tarifs douaniers américains est limitée, mais les contre-tarifs du Canada pourraient augmenter le coût des intrants en raison de la dépendance de l'Alberta à l'égard des machines et de l'équipement américains.

L'investissement non résidentiel n'a progressé que modestement malgré les prix élevés du pétrole, bien que des bénéfices plus solides dans le secteur de l'énergie pourraient favoriser une reprise des dépenses en immobilisations en 2027. L'activité résidentielle ralentit, bien qu'elle demeure vigoureuse. Les mises en chantier ont reculé par rapport au rythme exceptionnel atteint en 2025, et l'investissement résidentiel réel a diminué. Cette

modération reflète davantage le ralentissement de la croissance démographique et l'absorption graduelle de l'offre créée précédemment qu'un véritable repli du marché de l'habitation.

Le bassin de projets de l'Alberta continue de représenter un important potentiel de croissance. Les projets de centres de données et la production d'électricité qui y est associée pourraient accroître les investissements au-delà des secteurs pétroliers et gaziers conventionnels. Le projet d'oléoduc Pacific Link améliorerait l'accès aux marchés internationaux en s'appuyant sur les avantages déjà démontrés par l'oléoduc TMX.

Les perspectives sont donc favorables, mais non sans contraintes. Les prix élevés du pétrole, l'embauche généralisée et les gains migratoires devraient maintenir l'Alberta près du sommet du classement provincial. Toutefois, le ralentissement de l'investissement résidentiel, la prudence persistante à l'égard des investissements en amont et la possibilité d'une hausse des coûts pourraient limiter le potentiel de croissance.

SASKATCHEWAN

Une base d'exportation diversifiée et des projets d'investissement soutiennent la croissance

La Saskatchewan demeure en bonne position pour offrir une performance supérieure, même si ses indicateurs économiques récents sont faibles. L'emploi a progressé de façon irrégulière, les secteurs producteurs de biens, notamment la construction et les ressources naturelles, étant à l'origine d'une grande partie des gains. Le taux de chômage a augmenté au cours de la dernière année, car l'emploi a stagné alors que la population active a continué de croître. Les ventes au détail ont également ralenti par rapport au rythme de l'an dernier, ce qui laisse croire que la demande des ménages est moins vigoureuse que ne l'indique le portrait de l'investissement.

Le marché de l'habitation demeure un moteur de croissance : les mises en chantier se situent bien au-dessus des niveaux de 2024 et l'investissement résidentiel réel continue de progresser. La croissance de l'investissement non résidentiel a diminué, mais les dépenses demeurent soutenues par d'importants projets d'infrastructure et d'exploitation des ressources naturelles. Alors que certains projets dépassent leur phase de construction maximale, la deuxième phase du projet Jansen de BHP ainsi que d'éventuels projets de développement de l'uranium pourraient soutenir l'activité et stimuler davantage la croissance à moyen terme. Un vaste programme d'investissement dans les infrastructures électriques, notamment grâce aux projets de production nucléaire envisagés, pourrait également favoriser l'investissement à plus long terme. La province collabore d'ailleurs avec l'Ontario, le Nouveau-Brunswick et l'Alberta pour mettre au point de petits réacteurs modulaires.

Le commerce constitue un important facteur de stabilité. Les exportations de la Saskatchewan ont augmenté depuis 2024, portées par les produits agroalimentaires et les produits chimiques. La province est également l'une des plus diversifiées en matière d'exportations au Canada en dehors de l'énergie et des mines, en raison de relations commerciales bien établies dans les domaines des céréales, des oléagineux et d'autres intrants agricoles avec l'Asie et d'autres marchés que les États-Unis. Cette diversification la rend moins vulnérable aux droits de douane sectoriels américains comparativement aux provinces du centre du Canada. Toutefois, les contre-tarifs canadiens représentent un risque plus important, puisque plus de 70 % des importations de la province proviennent des États-Unis.

MANITOBA

Une solidité qui se heurte aux risques liés au commerce et à la chaîne d'approvisionnement

L'économie intérieure du Manitoba a mieux fait que ne le laissent croire ses chiffres d'exportation. Le marché de l'emploi a augmenté régulièrement : les secteurs producteurs de biens ont joué un rôle déterminant et les ventes au détail ont poursuivi leur croissance. L'activité résidentielle a été particulièrement soutenue. En effet, les mises en chantier dépassent largement le rythme observé l'an dernier et l'investissement résidentiel réel a enregistré l'une des plus fortes hausses au pays. La construction non résidentielle a également tenu le coup. Cette combinaison devrait permettre à la demande intérieure de rester relativement dynamique jusqu'à la fin de 2026.

Le contexte extérieur est toutefois beaucoup moins favorable. Le Manitoba a enregistré le recul des exportations le plus marqué parmi les provinces, principalement en raison des biens de consommation et des machines agricoles. L'exposition directe aux plus récents tarifs douaniers américains est plus limitée comparativement à l'Ontario, au Québec, à la Colombie-Britannique ou à la Nouvelle-Écosse. Le principal risque provient plutôt des contre-tarifs canadiens. Le Manitoba importe une grande part de ses biens des États-Unis, et les produits figurant sur la liste représentent plus d'un dollar sur dix des importations en provenance de ce pays.

La stratégie en lien avec le port de Churchill Plus représente probablement l'occasion la plus importante pour la province à long terme. Le projet prévoit la modernisation du port et de la ligne ferroviaire, la construction d'une route praticable toute l'année, l'aménagement de nouvelles infrastructures énergétiques ainsi que le renforcement des capacités de déglacage. Cela pourrait ouvrir de nouvelles voies d'exportation vers l'Europe pour les produits agricoles, la potasse et les minéraux critiques des Prairies, réduisant ainsi la dépendance aux corridors commerciaux américains. Le projet est toujours en phase de développement, mais il pourrait améliorer considérablement le rôle du Manitoba dans la diversification commerciale du Canada.

ONTARIO**La solidité du premier semestre laisse place aux tensions commerciales accrues**

L'économie de l'Ontario a entamé la seconde moitié de 2026 sur des bases plus solides que prévu. Le PIB réel a progressé à un rythme annualisé de 4,2 % au deuxième trimestre, dépassant la croissance canadienne, tandis que la croissance du premier trimestre a été révisée, passant d'une contraction à une situation essentiellement stable. Ces révisions ont éliminé le spectre d'une récession et montrent que l'Ontario a connu une croissance plus rapide que le reste du Canada au cours du premier semestre de l'année.

Les indicateurs plus récents pointent vers une résilience persistante. La consommation des ménages devrait demeurer l'un des principaux points forts, soutenue par un marché de l'emploi solide et la poursuite des embauches dans les services privés. La croissance de l'emploi dans le secteur des technologies de l'information distingue l'Ontario de la plupart des autres provinces, ce qui concorde avec l'essor des activités liées à l'IA. La finance et l'assurance devraient demeurer une autre source de création d'emplois. La production d'automobiles a également rebondi, et les plans de production annoncés laissent présager une croissance modeste.

La stabilisation observée dans le secteur manufacturier est toutefois mise à l'épreuve par le regain des tensions commerciales. Les exportations demeurent la principale vulnérabilité de l'Ontario. La liste révisée des tarifs douaniers en vertu de l'article 338 accroît l'exposition de la province, puisque les produits touchés représentent plus de 10 % de ses exportations vers les États-Unis. Les mesures touchent non seulement les véhicules automobiles et les métaux, mais aussi le matériel électrique, la machinerie, les matières plastiques, les produits en métaux précieux et les meubles. Les contre-tarifs canadiens pourraient offrir une certaine protection aux producteurs canadiens en concurrence avec les importations visées, mais ils risquent également d'augmenter le coût des intrants et de la production.

Le redressement du marché de l'habitation n'a pas encore pris d'ampleur, les mises en chantier ayant de nouveau diminué au troisième trimestre. Les mesures gouvernementales, notamment le remboursement de la TVH applicable aux habitations neuves et le soutien au financement de la construction d'immeubles locatifs, devraient contribuer à soutenir l'activité. Toutefois, la faible rentabilité des projets et la demande modérée laissent croire qu'une reprise importante à court terme demeure peu probable. Et le [marché varie fortement](#) selon l'endroit : la région du grand Toronto-Hamilton, le sud-ouest et l'est sont en difficulté, alors que le nord affiche généralement une meilleure performance.

L'investissement non résidentiel s'est néanmoins maintenu, et l'Ontario dispose d'un solide bassin de projets nucléaires et miniers. Le secteur nucléaire entre dans une phase majeure d'expansion qui s'échelonnera sur plusieurs années, avec l'intensification des activités à Pickering, Darlington et Bruce. Le secteur minier devrait également demeurer un important moteur d'investissement, principalement grâce à l'or. Mines Agnico Eagle prévoit investir environ 14 G\$ en Ontario d'ici 2030, tandis que les investissements s'étendent de plus en plus au nickel, au cuivre, au palladium et à d'autres minéraux critiques. Le lancement des travaux de construction des routes et des infrastructures devrait également améliorer l'accès au Cercle de feu.

L'Ontario demeure par ailleurs mieux protégé que la plupart des autres provinces contre la résurgence des pressions inflationnistes. Sa faible exposition relative aux aliments et à l'énergie dans le panier de l'indice des prix à la consommation (IPC) limite la répercussion de la hausse des prix de l'essence attribuable au conflit avec l'Iran. La faiblesse du marché de l'habitation et du marché locatif maintient l'inflation liée au logement bien en dessous de celle des autres provinces, ce qui compense la hausse des prix observée ailleurs dans l'économie.

QUÉBEC**La résilience de l'économie dépend de plus en plus de la construction**

Le Québec demeure l'une des économies provinciales les moins dynamiques, même si ses sources de résilience ne doivent pas être sous-estimées. L'emploi recule depuis trois trimestres consécutifs, la faiblesse étant observée tant dans les secteurs producteurs de biens que dans le secteur public, tandis que les services privés offrent peu de compensation. Le taux de chômage est néanmoins demeuré globalement stable parce que la population active s'est contractée.

Les dépenses des ménages résistent mieux. Les ventes au détail continuent de croître à un rythme proche de la moyenne canadienne, bien que l'élan ait été moins impressionnant qu'en Ontario ou en Alberta. La construction résidentielle constitue un soutien plus important à l'activité économique. Les mises en chantier demeurent bien au-dessus de leur niveau de 2024, soutenues par le développement de logements locatifs, et l'investissement résidentiel a continué de croître en termes réels.

Le commerce demeure le principal frein à l'économie du Québec. La faiblesse des exportations touche le secteur automobile, la foresterie ainsi que d'autres biens manufacturés. Le Québec figure également parmi les provinces les plus exposées à la liste des produits visés par l'article 338, ce qui accentue la pression sur des secteurs déjà touchés par les tarifs douaniers américains sur les métaux. Son exposition aux contre-tarifs canadiens

est toutefois plus limitée parce que ses importations sont relativement diversifiées.

L'investissement des entreprises constitue une autre source de faiblesse. Les données des comptes nationaux montrent que l'investissement non résidentiel réel total continue d'augmenter modestement, mais que la construction de bâtiments non résidentiels suit une tendance à la baisse. L'avancement de grands projets pourrait contribuer à inverser cette situation, mais leurs retombées mettront du temps à se concrétiser, ce qui limite la compensation à court terme de la faiblesse du secteur manufacturier et du ralentissement de la croissance démographique. Le terminal à conteneurs de Contrecoeur, déjà en construction, accroîtra l'accès aux marchés internationaux, et le récent lancement des travaux du projet de graphite Matawinie renforcera la chaîne d'approvisionnement québécoise dans les secteurs des batteries et des minéraux critiques.

PROVINCES MARITIMES

L'investissement prend le relais alors que l'élan démographique s'essouffle

Les provinces maritimes, soit le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Écosse et l'Île-du-Prince-Édouard, sont demeurées relativement résilientes, mais leurs moteurs de croissance sont en train de changer. L'emploi a progressé dans l'ensemble de la région et le taux de chômage a généralement diminué. Toutefois, l'activité du commerce de détail en Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick a perdu de sa vigueur après un bon début d'année, tandis que les résultats de l'Île-du-Prince-Édouard demeurent plus solides, bien que volatils. Les données démographiques révisées montrent également que la croissance a été plus ferme que ce qui avait été estimé initialement. Cela dit, le solde migratoire interprovincial est revenu près de l'équilibre, et une nouvelle réduction du nombre de résidents non permanents se traduirait par une faible croissance démographique en 2027. L'Île-du-Prince-Édouard devrait constituer l'exception régionale, grâce à son pouvoir d'attraction continu auprès des migrants provenant d'autres provinces.

L'activité de construction demeure robuste, bien que le portrait reste inégal dans l'ensemble de la région. Les mises en chantier ont ralenti par rapport au rythme élevé de l'an dernier en Nouvelle-Écosse, même si elles demeurent soutenues au Nouveau-Brunswick. L'investissement non résidentiel réel s'est accéléré en Nouvelle-Écosse et est demeuré positif au Nouveau-Brunswick et à l'Île-du-Prince-Édouard.

L'investissement devrait devenir un moteur de croissance de plus en plus important, particulièrement en Nouvelle-Écosse. Le plan d'immobilisations record de la province de 3,5 G\$ prévu pour 2026-2027 figure parmi les plus élevés par habitant au Canada et soutiendra les infrastructures de santé, de logement, d'éducation et de transport. Au-delà des infrastructures

publiques, l'éolien en mer, le transport d'électricité et la défense offrent un potentiel de croissance substantiel à moyen terme. Le projet Wind West et les investissements connexes dans le réseau électrique pourraient accroître la capacité énergétique de la province et renforcer ses liens commerciaux, tandis que l'augmentation des dépenses fédérales en défense devrait soutenir les secteurs déjà bien établis de la construction navale et des activités maritimes. Ces occasions renforcent les perspectives d'investissement, mais les calendriers d'approbation, d'approvisionnement et de construction détermineront le moment où elles se traduiront en croissance.

L'exposition commerciale varie considérablement au sein de la région. Au Nouveau-Brunswick, le secteur forestier continue de subir les effets des droits de douane américains élevés sur le bois d'œuvre résineux, même si la hausse des exportations de produits pétroliers raffinés a contribué à compenser une partie de ces effets. Les exportations de la Nouvelle-Écosse sont demeurées globalement stables, mais la liste révisée des produits visés par l'article 338 a considérablement augmenté la part de ses marchandises destinées aux États-Unis exposées à des tarifs douaniers supplémentaires. L'Île-du-Prince-Édouard est touchée moins directement et a progressé dans la vente de produits agroalimentaires ailleurs qu'aux États-Unis, bien que quelques expéditions individuelles puissent entraîner d'importantes fluctuations. Les contre-tarifs canadiens présentent par ailleurs moins de risques que dans les Prairies ou en Ontario.

TERRE NEUVE-ET LABRADOR

Une reprise en cours portée par le secteur des ressources naturelles

Terre-Neuve-et-Labrador devrait demeurer l'une des provinces les mieux protégées contre le choc commercial. Les prix élevés du pétrole et la hausse de la production extracôtière soutiennent à la fois les recettes d'exportation et les revenus gouvernementaux, et la diversification relative des marchés d'exportation de la province réduit son exposition directe aux tarifs douaniers américains. Entre 2024 et 2026, l'énergie a été le principal moteur de la hausse des exportations de marchandises, compensant largement la faiblesse des expéditions de minerai de fer. Les exportations agroalimentaires et de produits de la mer ont également progressé.

L'emploi a augmenté au cours de la dernière année et le chômage a reculé. Les ventes au détail ont poursuivi leur croissance, soutenues par la vigueur des revenus des ménages et la hausse des revenus tirés des ressources naturelles, mais la faible croissance démographique de la province et la baisse du taux d'activité limitent les possibilités d'une croissance soutenue de la demande. L'investissement résidentiel a chuté brusquement, après une année 2025 volatile, et les mises en chantier demeurent faibles en termes absolus.

Les investissements de capitaux demeurent au cœur des perspectives de Terre-Neuve-et-Labrador. Bay du Nord offre la prochaine occasion d'investissement majeure, et l'arrivée proposée de Shell renforce le partenariat à l'approche d'une décision d'investissement attendue au début de 2027. S'il est approuvé, ce projet pourrait relancer l'activité de construction extracôtière ainsi que les activités connexes d'ingénierie au moment où les dépenses liées à des projets antérieurs commencent à diminuer. Le secteur minier et le secteur des infrastructures publiques, ainsi que le projet de corridor de la fosse du Labrador, offrent également des perspectives favorables. À plus long terme, les possibilités de développement hydroélectrique associées à Churchill Falls et à Gull Island représentent un potentiel de croissance additionnel, même si leur échéancier demeure incertain.

Tableau
Canada : principaux indicateurs économiques par province

Variation en %	2022	2023	2024	2025e	2026p	2027p
Croissance du PIB réel – Canada	4,7	2,0	2,0	1,9	1,0	2,0
Terre-Neuve-et-Labrador	-1,1	-3,0	2,7	3,5	2,3	2,6
Île-du-Prince-Édouard	5,1	2,9	3,8	2,8	1,8	2,3
Nouvelle-Écosse	5,1	2,4	3,1	2,3	1,4	1,9
Nouveau-Brunswick	2,2	2,0	2,7	2,0	1,0	1,8
Québec	4,5	0,7	1,7	0,6	0,4	1,1
Ontario	4,4	2,4	1,6	1,3	1,0	1,8
Manitoba	4,8	2,8	1,7	1,3	1,0	1,9
Saskatchewan	10,1	3,1	3,0	2,2	1,6	2,5
Alberta	5,9	2,5	3,0	2,7	2,1	3,3
Colombie-Britannique	4,8	2,8	1,1	2,0	0,8	1,9
Croissance du PIB nominal – Canada	12,9	3,5	4,8	4,4	5,5	3,3
Terre-Neuve-et-Labrador	8,7	-4,0	4,6	5,4	10,6	1,5
Île-du-Prince-Édouard	10,9	6,7	7,5	5,2	4,9	4,7
Nouvelle-Écosse	9,4	7,6	8,0	4,8	4,6	3,9
Nouveau-Brunswick	8,8	3,5	4,0	4,4	4,3	3,7
Québec	9,6	4,7	5,9	4,8	3,3	3,2
Ontario	9,8	6,9	5,1	4,1	4,7	3,9
Manitoba	11,3	5,4	3,3	3,7	4,5	3,8
Saskatchewan	32,7	-3,7	0,0	4,1	9,8	1,4
Alberta	23,7	-4,0	5,1	4,2	10,7	1,5
Colombie-Britannique	12,1	3,6	3,5	4,3	4,6	3,8
Taux d'inflation global – Canada	6,8	3,9	2,4	2,1	2,8	2,4
Terre-Neuve-et-Labrador	6,4	3,3	1,8	1,4	3,8	2,9
Île-du-Prince-Édouard	8,9	2,9	1,9	1,4	3,8	3,0
Nouvelle-Écosse	7,5	4,0	2,3	2,0	4,5	3,1
Nouveau-Brunswick	7,3	3,5	2,2	1,7	4,0	2,8
Québec	6,7	4,5	2,3	2,5	3,0	2,1
Ontario	6,8	3,8	2,4	1,9	2,3	2,3
Manitoba	7,9	3,6	1,0	2,7	3,8	2,6
Saskatchewan	6,6	3,9	1,4	2,1	3,4	2,4
Alberta	6,5	3,3	2,9	1,9	3,3	2,6
Colombie-Britannique	6,9	4,0	2,6	2,1	2,7	2,2
Croissance de l'emploi – Canada	4,1	3,0	1,9	1,4	0,4	0,3
Terre-Neuve-et-Labrador	4,0	1,7	2,7	-0,2	0,5	0,2
Île-du-Prince-Édouard	5,0	6,2	3,6	1,0	2,8	0,7
Nouvelle-Écosse	3,5	2,7	3,2	0,3	1,9	0,6
Nouveau-Brunswick	2,9	3,4	2,8	1,3	0,8	0,5
Québec	3,1	2,9	0,9	1,7	-1,1	0,6
Ontario	4,8	3,1	1,7	1,0	0,5	0,3
Manitoba	3,6	2,7	2,6	1,7	1,9	0,6
Saskatchewan	3,5	1,6	2,6	2,5	0,5	0,8
Alberta	4,9	3,7	2,9	2,8	3,0	1,6
Colombie-Britannique	3,4	2,6	2,4	1,1	-0,4	0,0
Taux de chômage – Canada	5,3	5,4	6,4	6,8	6,6	6,5
Terre-Neuve-et-Labrador	11,1	9,8	10,0	10,2	9,5	9,5
Île-du-Prince-Édouard	7,7	7,3	7,8	8,0	7,3	7,3
Nouvelle-Écosse	6,6	6,4	6,5	6,6	6,2	6,3
Nouveau-Brunswick	7,2	6,6	7,1	7,1	7,2	7,1
Québec	4,3	4,4	5,4	5,6	5,8	5,7
Ontario	5,6	5,6	7,0	7,7	7,2	7,0
Manitoba	4,5	4,9	5,5	5,9	5,3	5,2
Saskatchewan	4,6	4,7	5,5	5,2	5,9	5,8
Alberta	5,8	5,9	7,1	7,2	6,8	6,5
Colombie-Britannique	4,6	5,2	5,6	6,2	6,4	6,5

e : estimations; p : prévisions

Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec, ministère des Finances de l'Ontario et Desjardins, Études économiques